



Thème 3: Luittes foncières : de la mobilisation de terrain aux victoires juridiques, quelles stratégies ?

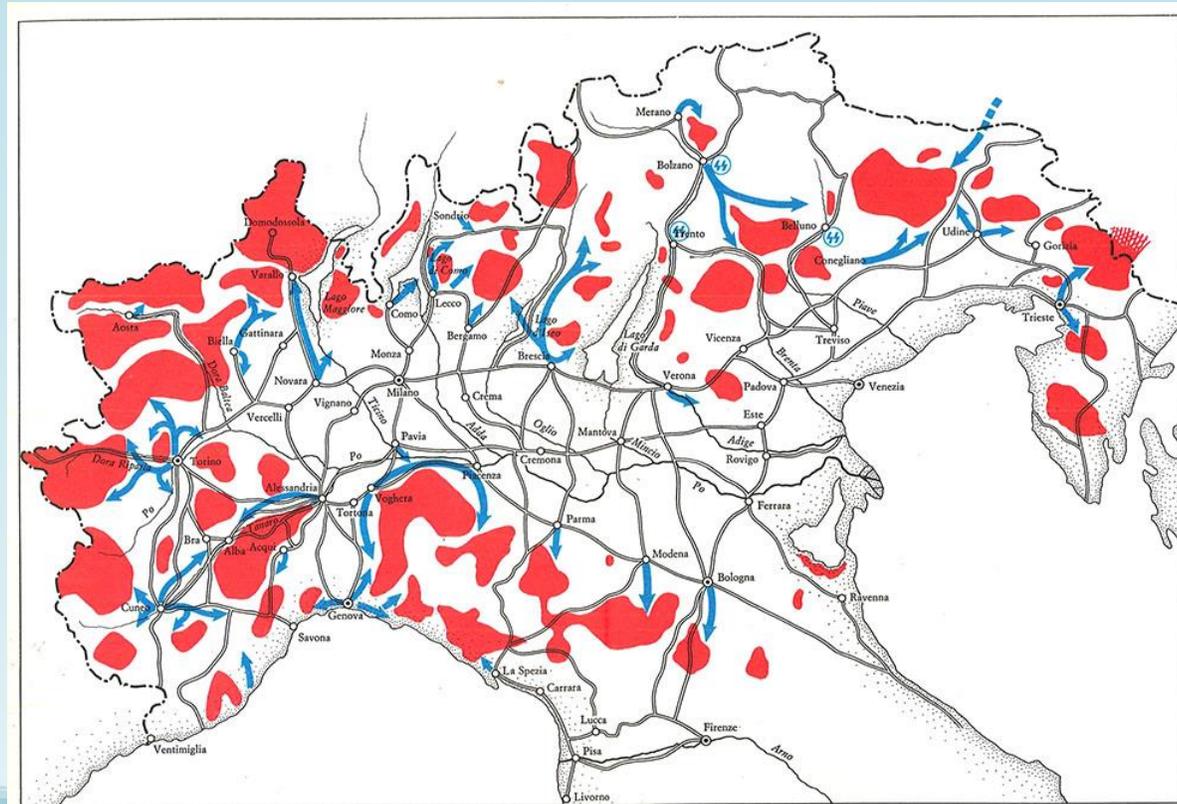
"PERSPECTIVE HISTORIQUE SUR LA CONSTRUCTION DE MOUVEMENTS SOCIAUX À PARTIR DE LUITTES PAYSANNES LOCALES"

Où nous sommes. UE

- Projected estimates of **European Union (EU) farmland abandonment** by the **year 2030**, vary greatly from possible highs of 8% (Renwick et al., 2013), under an increasing **trade liberalisation** and low Common Agricultural Policy (CAP) subsidy scenario, to more conservative mid-range estimates of 3–4% (Keenleyside and Tucker, 2010) (see also Verburg et al., 2010; Verburg and Overmars, 2009; Pointereau et al., 2008).
- *Imposing domination on Earth is a fundamental feature of class domination.*

1944- Italie - Les républiques de partisans paysans

- les "zones libérées" comme "oasis de liberté en territoire ennemi", "écoles de fraternité, de dignité civile et de démocratie", "forges d'une nouvelle démocratie enivrante".



4. Il piano generale tedesco di rastrellamento dell'autunno 1944.

1950-1960- ITALIE : les occupations de terres, une épopée paysanne

- La période des années 1950 et 1960 a été une sorte de grande épopée paysanne pour la lutte contre les latifundium, les propriétaires de terres incultes et abandonnées et pour la **distribution des terres**.
- Ce sont les années des "**grandes occupations**", dans le Sud, mais aussi dans le Centre et le Nord.
- C'est à cette époque que **les paysans et les ouvriers agricoles**, dirigés par les "ligues", mais aussi de **manière autonome**, ont décidé que le temps était venu d'en finir avec les grands propriétaires absentéistes.

21 octobre 1950 : la réforme agraire.

- Caractérisé par un **mouvement populaire massif et organisé.**
- La plus grande et la plus participative dans notre pays au cours des siècles, en particulier dans le sud de l'Italie.
- Les protagonistes étaient **les ouvriers agricoles et les paysans sans terre**, des millions et des millions de personnes, hommes et femmes, qui ont pris la terre, pacifiquement, "armés" seulement de leur pauvreté et de leur désespoir, contre les grands propriétaires terriens.

PORTUGAL: REFORMA AGRÁRIA, OU “A TERRA A QUEM A TRABALHA” - 1974

- O movimento de ocupação de propriedades agrícolas nos campos do sul de Portugal proporcionou uma rotura em torno da propriedade da terra.
- Os trabalhadores rurais organizados em cooperativas ou Unidades Colectivas de Produção (UCP) tomaram a seu cargo o poder de largos hectares que utilizaram para produção agrícola.
- Esta foi uma das profundas mudanças que Portugal viveu **a partir de 1974** e que se prolongaria por alguns anos
- [A primeira legislação sobre alterações na posse e no uso da terra é de **2 de novembro de 1974**, com uma lei que estabelecia o arrendamento compulsivo de terras subaproveitadas e definia as condições em que o Instituto da Reforma Agrária (IRA) pode atuar]

1977- la terre comme patrimoine commun



Italie : 1977-1981, la terre à ceux qui la travaillent

- les années entre 1977 et 1981, lorsque des centaines de coopératives ont été fondées, principalement par de jeunes chômeurs qui ont récupéré des milliers d'hectares de terres incultes ou mal cultivées, principalement des propriétés publiques.
- Les objectifs étaient la relance de l'agriculture, le retour des jeunes à la terre, l'amélioration de la qualité des aliments, la préservation du territoire et du paysage agraire, la création de fermes pédagogiques, la promotion culturelle et l'intégration des jeunes handicapés et marginalisés.
- Sur les quelque 2 000 coopératives de jeunes qui ont été créées au début de 1980, avec un total d'environ 50 000 membres, moins sont encore actives aujourd'hui, mais cela ne signifie pas qu'elles ont échoué..

27 juillet 1977 - la coopérative "Colle Ceraso" occupe 78 ha de terrain appartenant au Cardinal Tisserant



Italie : 1978, nouvelle législation

- Loi du 4 août 1978, n. 440, "Norme per l'utilizzazione delle terre incolte, abbandonate o insufficientemente coltivate".
- [Pubblicata nella Gazz. Uff. 16 agosto 1978, n. 227]

Les luttes pour la terre en Irlande : "La terre d'Irlande pour le peuple d'Irlande"* par Fergal Anderson**.

- Trois cents ans d'agri-exportations" Il est très surprenant qu'une Commission foncière qui, depuis 30 ans, s'est engagée dans une politique d'augmentation du nombre de petites exploitations, ne se soit jamais appliquée à développer un système d'exploitation agricole qui permettrait à l'homme de 25 à 35 acres (10-14 ha) de vivre décemment" (Irish Farmers Journal 1952).
- Un rapport récent a mis en évidence le rôle d'une société irlandaise - "Agricultural Capital Partners" - dans des investissements fonciers à grande échelle en Europe, dont une acquisition de 30 000 hectares en Serbie, ainsi que d'autres projets en Pologne, en Lettonie et en Lituanie²⁴. Parmi les membres de Agricultural Capital Partners figurent d'anciens ministres du gouvernement et d'autres hommes d'affaires irlandais impliqués dans les services financiers internationaux.

Portugal 1989: um povo lutou contra os eucaliptos. E a terra nunca mais ardeu



Les luttes pour la défense de la terre, 1990

- Em 1989 houve uma guerra no vale do Lila, em Valpaços. Centenas de pessoas juntaram-se para destruir **200 hectares de eucaliptal**, com medo que as árvores lhes roubassem a água e trouxessem o fogo.
- No dia 31 de março de 1989, a rebate do sino, **800 pessoas juntaram-se na Veiga** do Lila, uma pequena aldeia de Valpaços, e protagonizaram um dos maiores **protestos ambientais** que alguma vez aconteceram em Portugal.
- «Naquele dia ninguém sentia medo. Eles atiravam tiros para o ar e parecia que tínhamos uma força qualquer a fazer-nos avançar» Maria João Sousa



A greenhouse largest than the village

Sardegna, Narbolia,
annès 2010

Irlande : réémergence du mouvement des agriculteurs

- La réémergence d'un groupe appelé United Farmers Association, qui vise, entre autres, à : "Contrecarrer la 'pensée de groupe' des élites actuelles de l'establishment dont les politiques sont fondées sur le soutien aux grands opérateurs, aux riches et aux puissants de notre société, au détriment et à la mort définitive des entreprises et de l'agriculture à faible revenu, en particulier des communautés rurales.

Allemagne

- Les agriculteurs luttent pour survivre en Allemagne orientale
- Les jeunes agriculteurs de l'est de l'Allemagne se démènent pour trouver des terres alors que la demande de produits régionaux et biologiques augmente.
- Mais ils ne semblent pas pouvoir gagner du terrain face à la concurrence des grandes multinationales pour les terres agricoles.

Belgique, le prix de la terre

- L'accaparement des terres agricoles par Bruxelles met en colère le reste de la Belgique
- Les ministres wallons et fédéraux de l'agriculture ont rejeté le plan du ministre bruxellois, affirmant qu'il ferait grimper le prix des terres.

L'accaparement des terres agricoles par Bruxelles irrite le reste de la Belgique
Les ministres wallon et fédéral de l'agriculture ont rejeté le projet du ministre bruxellois, estimant qu'il ferait grimper le prix des terres.

- Le remembrement des terres en Norvège Les aspects et le mécanisme de résolution des conflits dans le remembrement foncier.
- Le concept de "conflit" est assez large ; le "conflit" peut aller de désaccords sur le lotissement et la disposition des parcelles, les infrastructures communes, etc. à des litiges juridiques sur les frontières, les droits, etc.
- Les mécanismes peuvent donc varier de la médiation aux décisions juridiques formelles. De nos jours, les exploitations sont relativement petites : quelques hectares de champs cultivés, une superficie similaire de pâturages à proximité, une superficie plus importante de zones forestières, et des communs de différents types dans des zones beaucoup plus grandes au-dessus de la limite des bois. "La plupart des exploitations actives louent des terres supplémentaires".

Suede, les «minorites»: Sami et paysans

- Quelle population locale ?
- Examen du conflit minier de Gállok et des droits de la population sami en termes de justice et de pouvoir
- Les liens des auteurs ouvrent un panneau de superposition
- [SofiaPersson^aDavidHarnesk^{ab}MineIslar^{ab}](#)
- <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0016718517302397>

La terre un marchandise de l'industrie financière

“... La financiarisation peut être comprise au sens large comme le pouvoir et l'influence croissants de l'industrie financière. Certains chercheurs la décrivent comme "l'importance croissante des marchés financiers, des motivations financières, des institutions financières et des élites financières dans le fonctionnement de l'économie et de ses institutions dirigeantes, tant au niveau national qu'international".

D'autres soulignent que cela inclut la domination des intérêts financiers non seulement sur le plan matériel mais aussi en ce qui concerne la manière dont la terre est comprise et discutée ...”

REF: Epstein (2005) Introduction: financialization and the world economy

Rome 2012 - Directives volontaires pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale - CFS –

CSA - ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 2012

1. Objectifs

*1.1 Les présentes Directives volontaires visent à **améliorer la gouvernance foncière** des terres*, des pêches et des forêts, au profit de tous, en accordant une attention particulière aux populations vulnérables et marginalisées.....*

1.2 Les présentes Directives visent à:

*1. améliorer la gouvernance foncière en fournissant des indications et des informations sur les pratiques acceptées au niveau international, pour **mettre en place des systèmes de droits relatifs à l'utilisation, à la gestion et au contrôle des terres, des pêches et des forêts**;*

*2. contribuer à l'amélioration et à l'élaboration des **cadres politique, juridique et organisationnel** qui régulent l'ensemble des droits fonciers sur ces ressources;.....*



2.4 Les présentes lignes directrices ont une portée mondiale. En prenant en considération le contexte national, elles peuvent être utilisées par tous les pays et régions, à tous les stades de développement économique et pour la gouvernance de toutes les formes de formes de tenure, notamment publique, privée, communale, collective, autochtone et coutumiers.

Pour quelles raisons et avec quels objectifs, nous les mouvements sociaux ruraux et autres organisations de la société civile, nous sommes nous engagés dans cette initiative ?

- *Notre participation devait nous permettre de poursuivre le **dialogue** intersectoriel initié lors du Forum parallèle à la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (**CIRADR**) à Porto Alegre, au Brésil en **2006** et lors du Forum pour la Souveraineté Alimentaire à **Sélingué, au Mali, en 2008**, sur les questions liées à la terre, aux réformes du foncier et des ressources en eau, aux territoire et aux relations humaines avec la nature afin de produire des aliments et de soutenir **nos modes de vie**, nos communautés et nos sociétés dans le cadre de la **souveraineté alimentaire**.*

Dans ces Directives, quels sont les éléments utiles pour les luttes sociales en ce qui concerne l'accès et le contrôle des ressources naturelles pour la production alimentaire?

- *Aucun traité ou accord, aussi positif ou progressiste qu'il soit, ne s'impose de lui même.*
- *Ce sont la pression populaire, la mobilisation et l'organisation exigeant son application qui donnent vie à ces documents et en mettent en œuvre les termes permettant d'obtenir le changement social.*

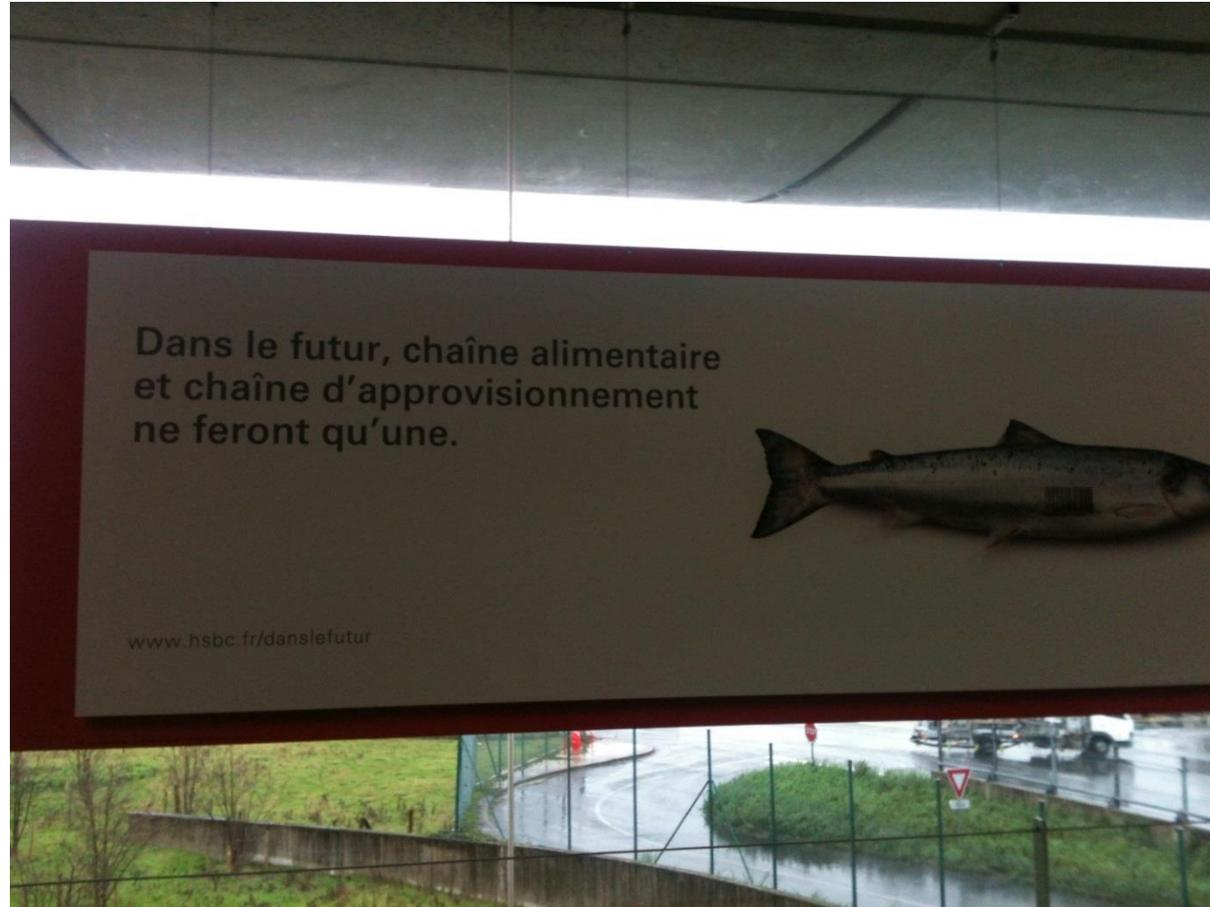
Principes de mise en œuvre

- *« 6. **Consultation et participation**: avant que les décisions ne soient prises, s'engager auprès de ceux qui, **détenant des droits fonciers légitimes, pourraient être affectés par ces décisions**, et rechercher leur appui, et prendre en compte leur contribution; **prendre en considération le déséquilibre des rapports de force entre les différentes parties et assurer une participation active, libre, efficace, utile et en connaissance de cause des individus ou des groupes aux processus de prise de décision.** »*



antonio onorati - Associazione Rurale Italiana - ECVC, 2022





**Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural
L'Assemblée générale, Se félicitant de l'adoption par.....**



Article 17

- ▶ 1. Les paysans et les autres personnes vivant dans les zones rurales **ont droit à la terre**, individuellement et/ou collectivement, conformément à l'article 28 de la présente Déclaration, ce qui **comprend le droit d'accéder à la terre** et aux plans d'eau, zones maritimes côtières, zones de pêche, pâturages et forêts qui s'y trouvent, **et de les utiliser et de les gérer d'une manière durable**, pour s'assurer un niveau de vie suffisant, avoir un endroit où vivre en sécurité, dans la paix et la dignité, et développer leurs cultures.
- ▶ 2. **Les États prendront des mesures appropriées** pour supprimer et interdire **toutes les formes de discrimination liées au droit à la terre**, notamment les discriminations résultant d'un changement de situation matrimoniale, de **l'absence de capacité juridique** ou d'un accès insuffisant aux ressources économiques.

Article 18

- 1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales **ont droit à la préservation et à la protection de leur environnement et de la capacité productive de leurs terres** ainsi que des ressources qu'ils utilisent et gèrent.

Article 28

- 1. Aucune disposition de la présente Déclaration **ne peut être interprétée comme entraînant la diminution, l'altération ou l'annulation de droits que les paysans** et les autres personnes travaillant dans les zones rurales et les peuples autochtones ont déjà ou sont susceptibles d'acquérir à l'avenir.

Occupation de Somontes : La Via Campesina étend sa solidarité aux travailleurs de SOC-SAT, Andalousie.

Ces 432 hectares de terres appartenant au gouvernement régional d'Andalousie ont été occupés en mars 2012 afin d'empêcher leur privatisation et leur passage aux mains de l'agrobusiness et de la spéculation financière.



EL PAÍS

Queremos campesinos

elpais.com

Notre-Dame-des-Landes, cinquante ans de résistance. Un projet contesté d'aéroport international. 2018



En 1999, la société minière canadienne Gabriel Resources a obtenu le droit d'exploiter l'or dans la région de Rosia Montana en Roumanie. Rosia Montana devait devenir le plus grand projet d'extraction d'or à ciel ouvert d'Europe. Gabriel, la société enregistrée à la Barbade qui n'a aucune expérience de l'exploitation minière, cherche à maintenir ses coûts à un bas niveau et prévoit d'utiliser la méthode controversée de la lixiviation au cyanure.

Latest news

Va pica Guvernul Cîtu testul 'Roșia Montană'? Scrisoare deschisă semnată de 74 de organizații
Bankwatch in the media | 5 July, 2021

74 de organizații active în domeniile protejării patrimoniului cultural, mediu, dezvoltare durabilă, tineret, social și anticorupție ...

NO TAV



11 mars 2022 à 12:45
Samedi 12/03 à 15,30 : Stefano, Giorgio et
Umberto sont libérés de prison de la Valette !

No TAV est un mouvement de protestation italien né au début des années 1990, dans lequel se reconnaissent des groupes de citoyens unis par leur critique de la construction d'infrastructures ferroviaires à grande capacité et à grande vitesse (communément appelées TAV, "Train à Grande Vitesse")[1], prises comme symbole et exemple d'une gestion inadéquate des biens communs, des dépenses publiques, du territoire et de la politique.

Un membre d'ARI a été condamné à un an de prison



"Depuis huit ans, nous nous sentons en première ligne", déclare Fabrizia Arduini*, résidente d'Ortona, artiste, mais aussi biologiste marine et environnementaliste passionnée." - 18 mars 2016
* Membre inoubliable du Centre international Crocevia

Un autre projet de loi, régional cette fois, rédigé par les conseillers municipaux et provinciaux du PCR de Chieti (Nicola Tinari, Paola Cianci, Andrea Natale, Gianluca Primavera et Angelo Orlando) donnerait à la région le droit d'intervenir dans les questions environnementales et énergétiques.

Les Abruzzes manifestent contre le pétrole dans l'Adriatique Des milliers de personnes défilent à Pescara pour rejeter la mare Ombrina
13 avril 2013

Chaque occasion qui se présente est utilisée par les promoteurs de mégaprojets et leurs alliés pour stigmatiser les mouvements de résistance. Un réseau de groupes européens se bat contre les mégaprojets, construit des ponts entre les mouvements malgré la répression et la criminalisation de l'activisme par les autorités..

La répression de l'État a été la plus sévère lorsque les militants manifestaient contre le train à grande vitesse au Pays basque et dans la vallée de Suse.

Jusqu'à présent, quatre forums ont eu lieu :

- 2011 - Vallée de Suse (Italie), organisé par le mouvement No TAV (Treno ad Alta Velocità, train à grande vitesse en italien). Ils ont organisé la résistance contre la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Turin et Lyon.
- 2012 - Notre-Dame-des-Landes (Bretagne, France), organisée par les groupes qui prennent position contre la construction d'un nouvel aéroport pour la ville de Nantes.
- 2013 - Stuttgart (Allemagne), organisée par la plate-forme contre la construction d'une nouvelle gare dans la ville.
- 2014 - Rosia Montana (Roumanie), organisée par le mouvement d'opposition à un projet minier massif dans la région.

Troisième millénaire : les mouvements pour la terre deviennent urbains

- En 80 ans, les luttes pour la terre se sont radicalement transformées : de "*la terre à ceux qui la travaillent*" à "*la lutte contre la consommation du sol*", "*la lutte contre la destruction du paysage*", la résistance urbaine à l'impact des infrastructures ou plus généralement à l'utilisation destructrice de la terre.
- Les résultats de ces mouvements, s'ils sont couronnés de succès, réussissent à stopper la destruction des terres, **avec peu ou pas de référence à leur utilisation agricole** (à quelques exceptions notables près) et avec peu ou pas **d'impact** dans la construction d'instruments juridiques originaux capables de **consacrer des droits collectifs sur l'utilisation des terres**.
- Plus **rarement** encore, ces mouvements mettent à l'ordre du jour de leurs revendications la **préservation de l'usage agricole des terres** et leur redistribution pour en assurer l'accès aux jeunes ou aux nouveaux agriculteurs.

Des luttes pour la terre aux luttes sur la terre

- Une **résistance sociale** qui découle du **malaise généralisé** - surtout au sein de la population urbaine - face à l'impact de la **réorganisation du capital**, de sa très longue crise (depuis 2007) et de **l'insécurité économique, sociale et culturelle croissante des classes subalternes**.
- L'auto-organisation et le localisme sont ses éléments constitutifs, mais **ils sapent aussi** normalement **son développement politique plus large**.
- L'utilisation des instruments de lutte est la plus variée : de la résistance "physique" à la bataille juridique, ces instruments sont souvent pratiqués simultanément.
- Lorsque des propositions de nouveaux instruments juridiques voient le jour, **font peu référence à l'agriculture mais construisent essentiellement la défense de la consommation collective de biens publics**.

Qu'en est-il du mouvement paysan?

- "*la terre pour ceux qui la travaillent*" : les agriculteurs du futur
- Élargissement du réseau de fermes des petits et très petits agriculteurs
- Non à la propriété, oui à l'usage agricole de la terre
- Des alliances ? Avec qui ?
- Résistances et alternatives : attention au mythe du cercle fermé, au localisme territorial et à l'autoréférentialité..
- Qui écrit les règles ? Législation pour se défendre (l'abri derrière lequel on reprend son souffle), "guérilla" institutionnelle / captation des mots d'ordre des mouvements
- Une réforme agraire redistributive ?
- la souveraineté foncière et alimentaire
- les ouvriers agricoles et les paysans sont-ils encore la force capable de diriger un mouvement pour l'accès à la terre et la lutte contre la concentration et la financiarisation des terres agricoles ?

* ASSEMBLEA:

Felice Sandro Sonia Elisabetta Pietro Mauro Pino Alberto
Giancarlo Elisabetta Renato Lorenzo Sandro Franca Giuliana
Agnese Stefano Patrizia Tonino (Stefania Tommi)

→ sez partiti e sindacati (Caputo)

ALBERTO e FRANCA e ELISABETTA S. Caterino, Colle Ceruso
→ Decima - S. Maria → contattare Boccone (S. Cesarea) Lanuvio
ASO COOP. DOMENICA 4 a DECIMA ~~pubblicità~~ pom. ore 16.00

→ Ass. Lega Disoccupati pubblicità Lorenzo Sandro

→ Civitavecchia: se non c'è Piero non si fa nulla (!!!) ^{Elis e Lorenzo} GIOVEDÌ ore 18.00

→ Ladispoli: Assemblea Giovedì 4 Gio ore 18.00 Giancarlo & Alberto

* VOLANTINO

[preparare MANIFESTI
x Cerveteri]

- S. Severa ← Adriana telefona x dire «è riuscita a fare riunione
- Tolfa - Alumiere ← Paolo UN e VEN x "COOPAZ" (forse riunione) (con civitav.)
- riunione con giovani PCI

- Due Casette → ass. entro sabato
- Cerveteri → venerdì ass. CdL ore 18.00
Grazia, Sonia & Sandro

Fabola
Nella → Contino sociale
Domenico e Nando
BECA: avventizi
Giovani di Cerveteri
MANIFESTO
su OCCUPAZ. GIOVANI.
(tel. Alberto)

Nella → CdL o negozio
Lr Sandro e Alberto
dom. tutti i giorni
domani

14
15 ore 15 inizio Aurelia
16 volantino a Ladispoli
manifesto " ore 18.00

18
19 S. SEVERA tel. compagni CIVITAVECCHIA
LADISPOLI

On s'organise